

Convention collective

**COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE
(BRETAGNE ET PAYS DE LA LOIRE)
(19 novembre 2001)**

(Etendue par arrêté du 18 décembre 2002
Journal officiel du 17 janvier 2003)

AVENANT N° 10 DU 9 DÉCEMBRE 2005 (1)

NOR : AGRS0697043M

Entre :

La fédération départementale des CUMA des Côtes-d'Armor ;
La fédération départementale des CUMA du Finistère ;
La fédération départementale des CUMA d'Ille-et-Vilaine ;
La fédération départementale des CUMA du Morbihan ;
La fédération départementale des CUMA de la Loire-Atlantique ;
La fédération départementale des CUMA de Maine-et-Loire ;
La fédération départementale des CUMA de la Mayenne ;
La fédération départementale des CUMA de la Sarthe ;
La fédération départementale des CUMA de la Vendée,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire de Bretagne CFDT ;
Les syndicats des Pays de la Loire CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2006, la valeur du point hiérarchique fixée par l'annexe II est de 0,0320 €.

Article 2

A compter du 1^{er} janvier 2006, la valeur du point de base fixée par l'annexe II est de 0,0792 €.

(1) La procédure de ce texte a été engagée.

Article 3

Une prime forfaitaire de 150 € doit être versée à tout salarié de CUMA, employé à temps plein, au plus tard sur la paie correspondant au mois de janvier 2006.

Pour les salariés qui n'ont pas été employés à temps complet du 1^{er} juillet au 31 décembre 2005, le montant de cette prime forfaitaire est proratisé en fonction du temps de présence sur cette même période.

Cette prime forfaitaire venant compenser l'absence d'augmentation de salaire à compter du 1^{er} juillet 2005, décidée en commission mixte paritaire, les CUMA qui auront pris l'initiative d'une revalorisation anticipée des salaires sur la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2005 pourront déduire du montant de cette prime forfaitaire les revalorisations qu'elles auront accordées.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles d'Ille-et-Vilaine.

Fait à Rennes, le 9 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)